

Une autre politique pour notre département

Les lois de décentralisation font du Conseil Général un acteur majeur dans de nombreux domaines. Les transferts de compétences de l'Etat vers les départements n'ont pas été accompagnés des ressources nécessaires à leur mise en œuvre. Jean Noël Guérini, le président socialiste du Conseil Général, et ses alliés du Parti Communiste gèrent au niveau départemental les politiques libérales de Sarkozy et du MEDEF.

Par exemple, loin de son ambition initiale d'insertion, le RMI est devenu un outil de contrôle social des pauvres. J. N. Guérini a imposé une chasse aux Rmistes en embauchant une trentaine de contrôleurs au lieu de renforcer le nombre d'agents d'insertion et de développer l'offre réelle d'insertion.

Notre département a été un des premiers à expérimenter le Revenu de Solidarité Active (RSA). Sa généralisation apparaît comme une arme de destruction et de déqualification des emplois. Avec le RSA, on considère comme acquis l'existence de travailleurs pauvres. Plutôt que d'augmenter les bas salaires, on fait appel à la solidarité nationale pour leur assurer un revenu minimum.

Les besoins en matière de solidarités, de transports, de logement, de jeunesse, d'environnement nécessitent des politiques audacieuses reposant sur un service public présent sur tout le département au service de tous et en particulier des plus démunis.

Nous proposons par exemple :

Une vraie politique d'insertion qui refuse la chasse aux chômeurs, A la logique d'assistance, il faut répondre par des créations d'emplois, par la lutte contre le travail précaire, et par la hausse des bas salaires.

Le 7 décembre, votez pour des candidats anticapitalistes, pour les droits sociaux et une autre répartition des richesses

Pour que soient entendues les voix de ceux qui luttent, qui résistent et ne se résignent pas.

Pour sanctionner clairement la politique de Sarkozy et du Medef.

Pour exprimer votre volonté d'une rupture anticapitaliste avec la loi du marché et de la finance.

Une politique de solidarité qui repose sur un réseau dense de travailleurs sociaux auprès des populations les plus en détresse en refusant la délégation de service public dans ce domaine.

Un service public du 4ème age, qui permette à nos anciens de vivre au mieux leur retraite. Les grands groupes privés ne doivent plus faire des profits gigantesques sur le dos des personnes âgées.

Une politique de service public qui rompe avec la délégation à des structures qui ont le profit comme seul critère de gestion

Privilégier les transports publics, par l'extension de transports collectifs en site propre (métro, tramway), dans notre canton.

Elus pour mener une politique départementale au service de l'ensemble des habitants, les conseillers généraux doivent d'une part rendre compte de leurs actions et d'autre part ne pas cumuler les mandats comme l'a fait jusqu'à présent le Maire d'Allauch.

Nous proposons donc :

Le non-cumul des mandats.

La limitation à 2 mandats successifs.

Des indemnités d'élus qui ne dépassent pas le salaire moyen de la population.

L'obligation faite à chaque élu de rendre compte de ses actions à la population.

Votez Robert Laporte et Nicole Gennatiempo

www.npa13.org

npallauch@free.fr

www.npa2009.org